



— Union de la presse francophone: de nouvelles orientations —

Le président Dilami à cœur ouvert

Abdelmounaïm Dilami est bien décidé à redynamiser l'UPF dont il a pris les rênes il y a une année. Il nous livre sa vision sur l'avenir de notre association faitière.

Vous insistez dans vos discours sur le fait que le pouvoir passe par la communication. Précisez?

On constate que, d'une manière générale, on est face à des régimes très dépendants de l'opinion publique. L'exercice du pouvoir nécessite constamment un débat et un discours qui puissent entraîner l'adhésion de l'opinion publique. Dans tous les régimes, les mandats sont très courts. Tous les quatre ou cinq ans, on doit constamment revenir devant les électeurs. Par conséquent, il est nécessaire en permanence d'agir vis-à-vis de l'opinion publique pour la convaincre ou répondre à ses attentes, ou de la tester pour tenter de

satisfaire à ses interrogations. Il y a un va-et-vient permanent. Evidemment, les conséquences ne sont pas toujours bonnes au niveau de la politique. Mais il y a une constance: le contact avec l'opinion publique via les médias devient un élément déterminant. On est à une époque où l'image est reine.

Vous prônez le repositionnement de l'Union de la presse francophone (UPF) par rapport à ce que nous vivons en donnant les exemples du Printemps arabe et de l'apparition des pays de l'Est. Quelles pistes proposez-vous?

L'UPF doit évoluer et s'adapter, se réorienter et se remettre en cause sur deux plans. Premièrement, elle a à revoir ses rapports avec la France et les pays francophones. J'entends la Suisse, la Belgique et le Canada. A mon sens, c'est une erreur de centrer tout l'UPF principalement sur Paris et la France. Cela en fait un outil dépendant de quelque chose sur lequel elle n'a pas la maîtrise.

Secundo. La Francophonie est vécue de manière différente selon les pays. Elle est considérée en France comme quelque chose de ringard. Dans d'autres pays – la Suisse, le Canada, la Belgique – ce sont des minorités qui se battent pour continuer à exister en tant que telles. Donc, leur approche de la Francophonie est beaucoup plus combative. C'est un enjeu beaucoup plus important pour ces entités-là. Il faut absolument recentrer notre collaboration avec ces pays. Donner plus de poids à la Suisse, au Canada francophone, à la Belgique francophone; ces pays devraient tenir un rôle plus important.

Une mue qui génère quels changements?

Je ne peux et ne le veux décider moi-même. Le Bureau de l'UPF traitera lors de sa prochaine réunion d'une nouvelle composition du Bureau international de manière que cet équilibre-là soit constamment présent. Avec no-



tamment un vice-président belge, un vice-président français, un vice-président suisse et un vice-président canadien. C'est fondamental. On ne peut se contenter de dire que l'on est démocrate, et peu importe les équilibres. Non. C'est un équilibre institutionnel qui devrait s'instaurer.

(Suite page 2)

Edito

Les «indignés» de la Francophonie



Hors des grandes résolutions de principe dont les tenants et aboutissants ne sont connus et compris que par les initiés, le Sommet de la Francophonie de Montreux en 2010 a accouché de peu d'actions visibles et compréhensibles pour le grand public. Nous nous accrocherons donc à une décision des chefs d'Etat et de gouvernement qui a dernièrement été communiquée aux médias et qui émane d'une volonté exprimée à l'unanimité par les participants au Sommet: la création d'un Forum mondial de la langue française. «Un machin de plus», aurait peut-être dit le général de Gaulle.

Alors, question, pourquoi installer un nouveau bébé sur les fonts baptismaux de la Francophonie? Pour sortir du ghetto du monde politique et des organes institutionnels. Le Forum mondial de la langue française prendra la forme d'un grand rassemblement ouvert à tous les membres de la société civile. Du 2 au 6 juillet prochain à Québec, on donnera l'occasion à toutes les générations des quatre coins de la planète – hommes et femmes, groupes organisés ou individus – de venir discuter et échanger au sujet de

cette langue que nous avons en partage et qui constitue une richesse sur laquelle il faut construire. Les thèmes de cette réunion s'articuleront autour de quatre pôles: l'économie, le travail et la formation, les références culturelles et le nouvel univers numérique et la coexistence des langues. Et comme les statistiques indiquent que dans la majorité des pays de la Francophonie 60% de la population a moins de 30 ans, une part importante des débats sera réservée aux jeunes adultes représentant des contextes économiques, politiques et culturels différents. Cette génération véhicule nos espoirs. Nous attendons d'elle un renouveau de la réflexion portant sur les enjeux relatifs à la place et au devenir de la langue de Molière. Nous lui confions la mission, à l'heure de la mondialisation et de la standardisation commerciale, d'explorer les pistes qui assureront la pérennité du rayonnement mondial de la langue française et son inscription dans des réalités et des pratiques modernes. Nous attendons de ces «indignés» de la Francophonie des propositions concrètes et novatrices, des projets porteurs d'avenir.

Jean-Pierre Molliet

La Francophonie vue par l'ambassadeur Ridha Bouabid

Trois questions au représentant permanent de l'OIF auprès des Nations Unies pour qui le consensus autour du principe du multilinguisme ne se traduit pas toujours en pratique.



Ridha Bouabid, ambassadeur de la Francophonie à Genève.

La langue française perd de plus en plus sa place au sein des organisations internationales. Que comptez-vous faire pour recréer l'équilibre entre le français et l'anglais au sein notamment des Nations Unies à Genève?

La situation est, en effet, difficile pour tous les pays qui ne pratiquent pas l'anglais. Le Groupe francophone a tiré la sonnette d'alarme depuis plusieurs années et pris l'initiative dès 1995, avec l'appui d'autres groupes linguistiques, d'inscrire la question du multilinguisme à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies. Régulièrement et sur la base d'un rapport que présente le Secrétaire général tous les deux ans, l'Assemblée fait donc un point de la situation s'agissant de l'application

du régime linguistique en vigueur au sein de l'Organisation. Mais cela est insuffisant. Le consensus autour du principe du multilinguisme ne se traduit pas toujours en pratique, et peu de mesures concrètes viennent donner corps à la volonté exprimée dans les résolutions de l'Assemblée générale en faveur du multilinguisme. Le contexte budgétaire est certes difficile, mais il n'explique pas tout.

Ici à Genève, le Groupe des ambassadeurs francophones organise régulièrement, avec notre appui, des rencontres avec les chefs et hauts responsables des institutions concernées pour marquer la préoccupation et sensibiliser sur les enjeux liés au multilinguisme.

Les Ambassadeurs francophones viennent de mettre en place, sur notre proposition, un Groupe de travail permanent sur le multilinguisme, coprésidé par les ambassadeurs de France, du Sénégal et de la Suisse. Le Groupe entend inscrire son action dans une démarche de prévention et d'accompagnement des secrétariats des organisations internationales, grâce notamment à un système de veille et d'alerte précoce. Une attention particulière sera accordée aux services de conférences (documentation, traduction, interprétation) et aux services de communication externe (porte-paroles, sites internet, etc.) de ces organisations; le tout en veillant à assurer une coordination plus régulière avec les autres groupes linguistiques.

Comment définirez-vous le rôle et la place de la Francophonie à l'ONU?

Avec ses 75 Etats et gouvernements (56 membres et 19 observateurs), la Francophonie rassemble plus du tiers des Etats membres des Nations Unies. Ils sont répartis sur les cinq continents et, de ce fait, représentés dans tous les groupes régionaux que compte l'Organisation mondiale. La place de la Francophonie à l'ONU est donc importante. Sa configuration à la fois transcontinentale et nord/sud – il faut rappeler que ses membres appartiennent aussi bien au G8 qu'aux Groupes des pays à revenus intermédiaires et des pays les moins avancés – lui permet d'être présente dans toutes les délibérations et de peser sur les choix et orientations de la communauté internationale, chaque fois qu'elle a pu se présenter avec des positions concertées.

A partir des consensus qu'elle a forgés en son sein sur de nombreuses questions qui se trouvent au cœur des préoccupations des Nations Unies, allant de la protection des droits de l'homme et la promotion de la paix, de la démocratie et de la bonne gouvernance, jusqu'à la maîtrise des enjeux énergétiques et environnementaux en passant par le développement des technologies de l'information et la lutte contre la fracture numérique, la Francophonie offre une réelle contribution à la réflexion et aux travaux des Nations Unies et peut faciliter l'émergence de tels consensus à l'échelle de la communauté internationale.

Comment mieux faire pour populariser la Francophonie en Suisse?

La Suisse est un pays multilingue et fière de l'être. Sa dimension francophone est pratiquée avec grande aisance tant dans les milieux officiels qu'au niveau de la population. Le dernier Sommet de la Francophonie qui s'est tenu en Suisse, à Montreux, en est une parfaite illustration, je crois. Nous avons tous noté l'adhésion et la grande affluence des Suisses aux multiples manifestations organisées à l'occasion.

Cela étant dit, il est toujours possible et souhaitable de développer davantage cet aspect. Nous soutenons, pour notre part, un certain nombre de manifestations culturelles à travers le pays, qui connaissent beaucoup de succès auprès du grand public, que ce soit à l'occasion de la célébration, le 20 mars de chaque année, de la Journée internationale de la Francophonie, ou tout le long de l'année s'agissant de manifestations qui valorisent la langue française et la diversité culturelle et linguistique.

Il reste aussi à mieux faire connaître les différents champs d'intervention de la Francophonie. Celle-ci n'est connue en général que comme une organisation linguistique et culturelle, et peu de gens savent qu'elle intervient également dans le domaine politique ou dans celui du développement. Cela est vrai pour la Suisse ainsi que pour les autres pays de l'espace francophone.

Propos recueillis, à Genève, par El Hadji Gorgui Wade NDOYE

(Suite de la page 1)

Le financement. Des ressources nouvelles? Je me suis aperçu que l'UPF fonctionnait en réalité comme une petite filiale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). La seule source de financement dont elle disposait – je précise de subside et non de financement avec F majuscule – ce n'est pas normal. Il y a d'autres modalités d'action. Il y a des programmes. Nous devons devenir plus professionnels dans notre action de travail au sujet des médias. En élaborant des programmes de formation et d'orien-

tation vis-à-vis des médias et en les proposant aux différentes entités qui existent pour qu'elles assurent le financement. Alors que ce soient l'Union européenne, les Etats-Unis ou d'autres pays, il n'y a pas de raison d'avoir d'a priori.

Vos motivations pour reprendre la direction de l'UPF? Je suis membre depuis très longtemps. Le besoin au niveau professionnel de structures internationales enrichissantes est ressenti par tout le monde alors que l'UPF continue à fonctionner comme une petite association amicale où on se rencontre, on sympathise une fois

par an, puis on s'en va chacun de son côté. C'est dommage. On est une structure très importante, qui n'est pas exploitée professionnellement. Voilà ma principale motivation.

Biographie

Abdelmounaïm Dilami, né en 1949, président directeur général du groupe de presse Eco-Médias à Casablanca, le groupe propriétaire des quotidiens *L'Economiste* et *Assabah*, des magazines *L'Economiste magazine* et *Majalate Assabah*, de Radio Atlantic et de l'Ecole supérieure de journalisme

et de communication (ESJC) à Casablanca.

M. Dilami, titulaire d'un doctorat d'Etat en droit public et sciences politiques de l'Université de Grenoble (France), enseigne à l'Université Mohammed V et au Centre d'études stratégiques.

Président de la section marocaine de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), M. Dilami a également présidé la Fédération marocaine des éditeurs de journaux (FMEJ) de 2005 à 2008.

Propos recueillis par Jean-Pierre Molliet

Le français en vallée d'Aoste

Discours prononcé par François Stévenin, président de la section valdôtaine, lors de la réunion commune organisée à Aoste avec l'Association suisse des journalistes francophones.

La section valdôtaine de l'UPF, née dans les années 60, est une association culturelle qui n'a pas de but lucratif. Elle est totalement indépendante de tout mouvement et parti politique et a comme finalité la sauvegarde du patrimoine culturel et linguistique de la vallée d'Aoste.

Parmi ses objectifs, la coopération locale et internationale sur le plan technique, la formation personnelle, et surtout la diffusion de la langue française dans les médias valdôtains. Il s'agit bien sûr d'objectifs délicats, ambitieux et certainement pas faciles à réaliser dans la société valdôtaine actuelle.

Bref rappel: il y a cent cinquante ans en vallée d'Aoste, tous les journaux étaient exclusivement en français. Il y a cent ans, un seul journal italien a vu le jour, *L'Alpino* (1904-1905), et il a immédiatement disparu. Il faut attendre 1927 pour voir paraître un journal en langue italienne: *La provincia di Aosta*, organe du Par-

ti fasciste. Ce coup d'œil dans le rétroviseur est nécessaire pour rappeler à tous ceux qui, aujourd'hui encore, soutiennent la thèse que le français est une langue étrangère pour les Valdôtains.

Appel à l'aide

Il y a cent cinquante et un ans, on nous a séparés de la Savoie, pays qui comme le nôtre fut concerné, il y a quatre cent cinquante ans, par l'édit d'Emmanuel Philibert, qui prescrivit l'utilisation de la langue française. La langue française est une de nos langues maternelles. De plus, elle est notre langue historique: le pilier de l'Autonomie valdôtaine!

Il faut de la volonté, du courage et de la fermeté de la part de tous ceux qui se disent aujourd'hui francophones. A l'école, le français et la civilisation valdôtaine ont de moins en moins de place. Il ne suffit pas de donner des prénoms francophones à nos enfants.

Il faut un effort supplémentaire à tous les niveaux: dans la famille et dans la société.

Internet et les mass medias sont des moyens essentiels pour l'épanouissement du français. Nous lançons un appel pour que nos amis suisses et français soutiennent notre revendication d'obtenir la réception d'autres chaînes, comme la deuxième chaîne de la Télévision suisse romande, de TV5 Monde et de FR3.

La situation actuelle est alarmante quant aux parutions en français. Un seul hebdomadaire, *Le Peuple valdôtain*, notre bulletin *Le Forum*, les bulletins de nos émigrés, quelques articles en français sur d'autres journaux et beaucoup de titres de journaux en français... le frontispice uniquement! Et quoi encore, quelques revues, notamment *Le Flambeau*, *Le Messenger* en partie, quelques articles sur les bulletins de la région, des paroisses, des communes et des associations culturelles. Maigre bilan!

Encourager les jeunes

Et à la télé: la rédaction passe quelques infos en français, la plupart venant des régions frontalières ou de l'Europe, et souvent même des manifestations francophones passent en italien. L'un des problèmes est la formation francophone des journalistes, ou mieux encore la connaissance de la langue française.

C'est aussi pour cette raison, que depuis plusieurs années la section valdôtaine de l'UPF, en collaboration avec la Surintendance aux études, organise le concours Abbé Trèves. L'objectif est d'encourager les jeunes à écrire en français, à découvrir le monde du journalisme et mieux connaître le particularisme valdôtain.

Conclusion: la lutte pour la conservation de la langue de Molière nous demande une vigilance de tous les instants. Nous devons surtout travailler et nous battre tous ensemble, avec détermination, cohérence et persévérance pour l'essor de la langue française dans notre vallée d'Aoste. *François Stévenin*

La chronique du linguiste

Après la Bulgarie, la Baltique: la Biennale en Estonie!

Vingt ans après avoir recouvré son indépendance, ce petit pays – certes un peu plus grand que la Suisse, mais où ne vivent pas plus d'habitants qu'en Romandie – n'en finit pas d'étonner. Membre de l'UE depuis 2004, le 17^e à avoir abandonné sa monnaie – la couronne avait remplacé le rouble soviétique – afin d'entrer le 1^{er} janvier 2011 dans la zone singulièrement chahutée de l'euro, le plus oriental des Etats baltes, proche culturellement et linguistiquement des voisins finlandais, obtint en octobre 2010 lors du Sommet de Montreux le statut d'observateur à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

Forte de ce nouveau statut, la «tonique Estonie», «titan de l'informatique», collabore désormais étroitement avec ses nouveaux partenaires en participant à divers programmes d'éducation en langue française tout en arborant, à juste titre, sa magnifique capitale Tallinn, actuelle capitale culturelle de l'Europe, inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco en 1997, digne héritière de l'historique

Reval, joyau de la Ligue hanséatique...

Cependant, le jeune Etat finno-ougrien n'avait pas attendu sa «consécration montreusienne» de l'année dernière pour s'orienter vers l'Ouest. Ainsi, à partir de 1999, avec le soutien de l'OIF, 4000 fonctionnaires, dont M. Jaap Ora, directeur du Département de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord au Ministère des affaires étrangères, se sont formés au français. Ce diplomate cultivé considère l'anglais comme un «bagage de première nécessité», garantissant un «ventre plein», tandis que le français lui fait office de «dessert». Dans le même registre, l'écrivain, traducteur-interprète, Indrek Koff avoue que c'est en France qu'il a appris que «manger et boire, c'est beaucoup plus que s'alimenter». Quant au cinéaste Ilmar Raag, il remarque qu'une des «utilités principales du français» est de percevoir le monde différemment, les médias estoniens s'inspirant généralement de sources anglophones (*voir site www.ambafrance-ee.org/La-Francophonie-et-l-Estonie*).

24^e Biennale de la langue française

Et puis les 16-17 septembre 2011, l'Estonie recevait notre Biennale, deux ans après la Bulgarie (*cf. Alouette, décembre 2009*), le thème choisi étant cette fois: «La diversité linguistique et culturelle sur les réseaux sociaux de l'univers numérique.»

Je relèverai dans un programme particulièrement riche la contribution de M^{me} Malle Talvet-Mustonen (ancien ambassadeur en Belgique et au Luxembourg), actuelle directrice des relations bilatérales européennes et transatlantiques au Ministère des affaires étrangères, «e-Estonie, réelle ou virtuelle?», celle du responsable de l'Observatoire de la langue française à l'OIF, M. Alexandre Wolff, «Univers numérique: mesurer la diversité», des orateurs sénégalais, français et bulgare présentant le même jour la situation dans leur pays respectif. Mais l'écriture proprement dite n'en a pas pour autant été oubliée, puisque M^{mes} Cheryl Toman, Line Sommant, Claire-Anne Magnès et M. Alain Vuillemin se penchèrent le lendemain sur le sujet. Fut également abordée la lexicographie,

ce qui donna lieu à un exposé très instructif sur «Le projet du nouveau grand dictionnaire estonien-français». Evidemment, l'enseignement du français, passé dans les écoles estoniennes de 0,4 à 3,4% en vingt ans (4400 élèves) – auxquels s'ajoutent les 1036 étudiants de l'Institut français en 2011 (+24%) – constitua un élément phare de cette Biennale dans le golfe de Finlande.

Toutefois, la conférence qui retint le plus mon attention reste celle de Serge Proulx (*www.sergeproulx.info*), professeur à l'Université du Québec à Montréal, professeur associé à Télécom ParisTech, «L'irruption des médias sociaux: enjeux éthiques et politiques», lequel nous mettait d'ailleurs à disposition l'intégralité de son texte quelques jours seulement après la clôture de la Biennale, une Biennale dont je vous invite à consulter le site (*www.biennale-lf.org*) pour en savoir plus et apprendre par exemple que son infatigable président, Roland Eluerd, organise le 30 mars 2012, au Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, un colloque international intitulé: «Place, usages et variantes du français sur l'Internet collaboratif.»

Erich Weider

La Suva a choisi ses lauréats 2011

Félicitations aux quatre élus dont les reportages ont été primés par le jury de la Suva, présidé par Renata Libal.

Pour la première fois, ce prix récompensait deux catégories, presse et audiovisuel. Dans la première, les bénéficiaires sont Marie Mathyer, journaliste, et Blaise Kormann, photographe, pour leur reportage «Les experts de la peau» paru dans *L'illustré*. Dans la seconde, ce sont la journaliste Myriam Gazut et la réalisatrice Fabienne Clément qui ont été récompensées pour leur reportage «Les devins de la médecine».

Le premier traite des grands brûlés, pris en charge au CHUV, ce qui suppose une bonne dose de courage pour assister aux soins de brûlés sur plus de 20% de leur surface corporelle. D'ailleurs, Marie Mathyer n'a pas caché qu'elle dissimulait parfois ses yeux derrière son bloc-note.



Les lauréats: de g à dr: Marie Mathyer, Blaise Kormann, Myriam Gazut, Fabienne Clément.

Le reportage sur la médecine prédictive a, quant à lui, fait l'objet d'une émission de *Temps présent* sur la TSR. Rappelons que le Prix Suva des médias promeut la prévention des accidents dans les activités professionnelles et privées et s'adresse

chaque année à tout journaliste ou stagiaire. Bon à savoir: le premier prix de chaque catégorie est doté de 7000 fr. L'édition 2012 concernera les œuvres publiées ou diffusées entre le 15 mai 2011 et le 15 mai 2012; cette dernière date est égale-

ment celle du délai de leur remise au secrétariat du Prix Suva des médias, rue de Locarno 3, CP 1432, 1701 Fribourg.

Renseignements: prixSuvadesmedias@Suva.ch. Tél. 026 350 37 82.

Brigitte Rosazza

P.P.
1000 LAUSANNE 12

Lettre aux autorités de Swiss Olympic

Après vingt-cinq ans d'activité au service des antennes de l'Ecole fédérale de gymnastique et de sport, de l'Association suisse de sport et de Swiss Olympic notamment, notre confrère Yves Jeannotat dénonce.

(...) Je formule des vœux pour que le volet «traduction de l'Institution» (volet créé par moi en son temps!) continue d'être pris au sérieux. Généralement de bonne qualité, il reste lacunaire au plan de la terminologie sportive spécifique de Suisse romande et présente encore, ici ou là, des textes indignes des sujets traités. Le dernier en date, celui du 11 août (très important puisque annonçant le choix du lieu – les Grisons – d'une probable candidature olympique suisse), est non seulement mal traduit mais mal corrigé, ce qui ne justifie aucunement l'urgence du travail...

Je demande donc au Chef de l'information et de la communication de prendre note que les exigences de la langue

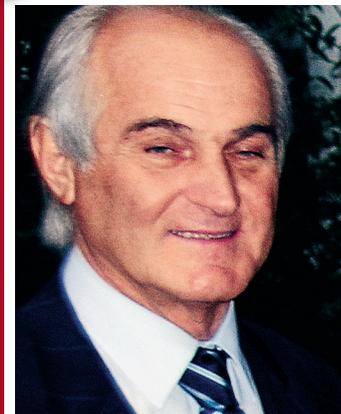
française sont institutionnelles, et qu'elles ne relèvent pas que de mes convictions personnelles.

Cela dit, je continuerai à me battre pour que les directives fédérales soient appliquées car, dans un pays multilingue et multiculturel tel que le nôtre, c'est le seul moyen de parvenir à assurer le respect mutuel, à rester crédible, à progresser et, finalement, à s'imposer! Une Institution nationale qui ne respecte pas la parité représentative des personnes et des langues, avec leurs spécificités et leurs exigences, est vouée à l'échec à plus ou moins long terme.

Avec mes bonnes et très respectueuses salutations.

Yves Jeannotat

Merci



L'Association suisse des journalistes francophones remercie la section valdôtaine de l'UPF et son président François Stévenin (photo) du chaleureux accueil dont elle a été l'objet lors de la rencontre entrant dans le cadre des festivités du 450^e anniversaire du français, langue officielle en vallée d'Aoste.

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE
DES JOURNALISTES FRANCOPHONES
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE

Impressum

Parution trimestrielle. Éditeur: Association suisse des journalistes francophones, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne. Téléphone 021 653 12 20. CCP 10-3056-2 Lausanne. **Coordinateur et rédacteur en chef:** Jean-Pierre Molliet. **Abonnements:** compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 20.– par an. **Impression:** Swissprinters Lausanne SA **Publicité:** page entière: Fr. 1500.–; 1/2 page: Fr. 800.– (1 parution); page entière: Fr. 1300.–; 1/2 page: Fr. 700.– (plusieurs parutions). La publication de ce bulletin est gracieusement offerte conjointement par Edipresse et Swissprinters.